

déi Lénk



Marc Baum
Député

Luxembourg, le 20 juin 2018

Objet : Question parlementaire concernant la spoliation, le dédommagement et le harcèlement des juifs non-luxembourgeois avant et après l'occupation nazi

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

Dans un article paru le 11 juin 2018 sur le site Internet de l'hebdomadaire « Woxx », intitulé « Shoah : L'hypocrisie du gouvernement dénoncée », des accusations graves sont reprochées au Gouvernement luxembourgeois. Il s'avère qu'après la Deuxième Guerre mondiale, les juifs d'origine polonaise qui résidaient au Luxembourg déjà dans les années 1930, se voyaient privés de leur droit de récupérer leurs immeubles et effets personnels spoliés, respectivement d'être indemnisés pour les dommages politiques et corporels.

Dans une lettre datée du 16 février 2016, le Premier Ministre confirme ce point de vue du gouvernement et précise que les membres de famille d'une requérante avaient tous la nationalité polonaise et seraient donc exclus de toute indemnisation.

L'article précité renseigne encore sur les pratiques plus que douteuses de la Police étrangère du Luxembourg qui surveillait et harcelait les juifs d'origine polonaise, voire les menaçait d'expulsion au cas où ceux-ci se comportaient de manière injurieuse ou hostile contre le Luxembourg. Ces pratiques duraient jusque dans les années 1970.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes :

- 1) Le Premier Ministre se rend-il compte du fait que la loi du 27 mars 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre ainsi que l'approche du gouvernement sont en contradiction avec l'esprit de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales signée, en date du 4 novembre 1950, par les États membres du Conseil de l'Europe pour violer notamment le Protocole n°12 du 4 novembre 2000 de ladite Convention, qui prévoit, dans son article 1 que « la jouissance de tout droit prévu par la loi doit être assurée, sans discrimination aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation. Nul ne peut faire l'objet d'une discrimination de la part d'une autorité publique quelle qu'elle soit fondée notamment sur les motifs mentionnés. » ?

- 2) Dans l'affirmative, pour quelle raison notre loi nationale sur le dommage de guerre de 1950 n'a pas été adaptée au Protocole n°12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme, adopté en 2000 par le Conseil de l'Europe ?
- 3) Les juifs non-luxembourgeois ayant subi un dommage de guerre, obtiendront-ils, enfin, justice en acceptant leurs demandes d'octroi d'un dédommagement de guerre ?
- 4) Quand est-ce que le gouvernement entend-il entreprendre les démarches nécessaires, ensemble avec les instituts bancaires luxembourgeois, en vue de débloquent, enfin, les mystérieux comptes dormants, établis par le régime nazi pour gérer les épargnes volés et les loyers forcés payés par les juifs pour les restituer au héritiers ?
- 5) Sur quelle base légale, la Police étrangère a-t-elle agi dans ses actions de surveillance, d'espionnage et d'harcèlement des juifs d'origine polonaise ? Quel a été le but de ces opérations de surveillance et pourquoi ces opérations ont-elles perdurées jusque dans les années 1970 ? Quel est le genre d'informations recueillies et comment ces informations ont-elles été traitées et utilisées ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.



Marc Baum
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél : 466.966.223
Fax : 466.966.210
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 21 juin 2018

Objet : Question parlementaire n° 3888 du 21.06.2018 de Monsieur le Député Marc Baum -
Spoliation, dédommagement et harcèlement des juifs non-luxembourgeois avant et
après l'occupation nazi

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un
mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.



Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés